

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

DOMOFINANCE

Société anonyme au capital de 53.000.010 €
Siège social : 1, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
450 275 490 RCS Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de la société DOMOFINANCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DOMOFINANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion*Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur :

Provisionnement des risques de crédit et de contrepartie

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (notes 1.B, 1.G, 2.E, 3.B de l'annexe aux comptes annuels). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, aux méthodologies de dépréciation et à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations individuelles et de portefeuille.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Paris-La Défense, le 6 mai 2025
Les commissaires aux comptes

Bdo france
Benjamin IZARIÉ

Deloitte & associés
Jean-Vincent COUSTEL

Compte de résultat de exercice 2024

(En milliers d'euros)	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Intérêts et produits assimilés	2.a	81 107	67 438
Intérêts et charges assimilées	2.a	-57 701	-41 216
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés			
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées			
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	2.b	1 329	1 229
Commissions (charges)	2.b	-7	-4
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire	2.c	11 474	8 745
Autres charges d'exploitation bancaire	2.c	-4 460	-3 664
Produit net bancaire		31 742	32 528
Frais de personnel	5.a	-9 574	-9 540
Autres frais administratifs	2.d	-6 770	-5 984
Dotation aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles		-1	-2
Résultat brut d'exploitation		15 397	17 002
Coût du risque	2.e	-7 730	-5 572
Résultat d'exploitation		7 667	11 430
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		7 667	11 430
Impôt sur les bénéfices	2.f	-1 972	-2 928
Dotations nettes aux provisions réglementées			
Résultat net		5 695	8 502

Bilan au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros)	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Actif			
Caisse, banques centrales et CCP			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	3.a	211 000	220 435
Opérations avec la clientèle	3.b	1 886 326	1 742 005
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme	3.c		
Parts dans les entreprises liées			
Crédit-bail et location avec option d'achat			
Immobilisations incorporelles	3.f		
Immobilisations corporelles	3.f		
Actions propres			
Autres actifs	3.d	18 176	16 983
Comptes de régularisation	3.e	24 149	10 881
Total actif		2 139 651	1 990 304
Dettes			
Banques centrales et CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	3.a	1 962 131	1 817 573
Opérations avec la clientèle	3.b	1 777	1 618
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	3.d	5 480	6 323
Comptes de régularisation	3.e	70 993	59 395
Provisions pour risques et charges	3.g	10 071	11 701
Dettes subordonnées	3.h	19 291	19 306
Total dettes		2 069 743	1 915 916
Capitaux propres	6.a		
Capital souscrit		53 000	53 000
Prime d'émission			
Réserves		5 443	5 443
Report à nouveau		5 770	7 443
Résultat de l'exercice		5 695	8 502
Total capitaux propres		69 908	74 388
Total passif		2 139 651	1 990 304
Hors bilan	Notes	Exercice 2024	Exercice 2023
Engagements donnés :			
Engagements de financement	4.a	297 499	302 388
Engagements de garantie	4.b		
Engagements sur titres			
Engagements reçus :			
Engagements de financement	4.a		10 000
Engagements de garantie	4.b	152 904	122 798
Engagements sur titres			

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration de Domofinance le 3^e avril 2025.

ANNEXE

1 –RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les comptes sociaux de DOMOFINANCE sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux sociétés de financement tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 modifié et complété notamment par les règlements ANC n°2018-01, n°2016-07 et ANC 2015-06.

Faits marquants de l'exercice

Comme en 2023, poursuite de la baisse de l'activité Pompes à chaleur compensée par une hausse de l'activité Panneaux Photovoltaïques.

- Reconstitution progressive des marges à partir de mi-2024, grâce à la décroissance des taux de refinancement à partir de juin 2024 et à la hausse des taux clients.
- Renforcement des liens BCEF (Banque Commerciale en France – BNPP) / Domofinance grâce au projet d'Eco-PTZ.
- Poursuite du développement des prêts Eco-PTZ avec IZI by EDF.
- Lancement des travaux du projet de transformation de l'activité Copropriété.

1.a - EVALUATION ET PRESENTATION DES COMPTES

DOMOFINANCE exerce son activité à travers une société en participation dont elle est gérante.

Les crédits en cours figurent au bilan ainsi que le refinancement correspondant, mais les principales charges et produits liés à cette activité sont logés dans la société en participation, notamment :

- Les produits perçus sur la clientèle,
- Le coût du refinancement,
- La charge du risque qui comprend les dotations aux dépréciations sur créances douteuses, les pertes enregistrées nettes des reprises de dépréciations, les récupérations sur créances amorties et des retenues vendeurs.

1.b - OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Les montants des créances sur la clientèle incluent les encours douteux nets des dépréciations.

Il est distingué les différentes catégories d'encours suivantes :

- Les **encours sains** qui se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.
- Les **encours restructurés** qui constituent une sous-catégorie des encours sains et qui se composent des créances ayant fait l'objet d'une renégociation liée à la situation financière du débiteur.
- Les **créances douteuses** sont celles pour lesquelles la Banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. La définition du défaut est cohérente avec celle du défaut bâlois, qui tient compte des orientations de l'EBA du 28 septembre 2016, notamment sur les seuils applicables en cas d'impayés et les périodes probatoires. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de 90 jours, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.
- Les **encours douteux** qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits ayant un impayé de plus de trois mois ou qui sont en attente d'un plan de rééchelonnement. La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatif au débiteur.
- Les **encours douteux compromis** se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances contentieuses, des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Des dépréciations sur base individuelle et collective sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel ou au niveau d'un portefeuille.

Constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés, la connaissance ou l'observation de toutes autres difficultés financières significatives de la contrepartie, les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables, sur la base d'une approche statistique du risque ou au niveau de chaque dossier en tenant compte des éventuelles garanties. Deux approches statistiques sont appliquées, la méthode statistique basée sur les EAD (Exposure at default), PD (Probabilité de défaut) et LGD (Loss Given Default) des pertes de crédit attendues qui est applicable au portefeuille de crédit consommation de la France ; et la méthode statistique historique de mesure de pertes de crédit attendues sur les autres portefeuilles de crédit.

Compte-tenu des caractéristiques de ses portefeuilles de crédit, Domofinance utilise par simplification les taux d'intérêt contractuels clients pour l'actualisation et non les taux d'intérêt effectifs.

Par ailleurs, des contextes particuliers peuvent conduire Domofinance à constater en coût du risque des ajustements complémentaires lorsque nécessaire.

Lorsque intervient la restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur, celle-ci est spécifiquement identifiée et donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance.

Les décotes constituées à la restructuration sont comptabilisées en déduction de l'actif. Elles sont reprises en résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables, les récupérations sur créances amorties et les constitutions de décotes calculées sur les créances restructurées sont regroupées dans la rubrique coût du risque.

Par ailleurs, des contextes particuliers peuvent conduire Domofinance à constater en coût du risque des ajustements complémentaires lorsque nécessaire.

L'étalement actuariel de la décote sur créances restructurées et la reprise des effets d'actualisation figurent au même titre que les intérêts dans le produit net bancaire.

1.c - IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

La durée d'amortissement retenue est de 3 ans pour le matériel informatique et de 10 ans pour le mobilier, suivant la méthode linéaire.

1.d - CREANCES ET DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

Les créances et dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur nature : créances et dettes à vue ou à terme. Les intérêts courus sur ces créances et ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les créances et les dettes rattachées.

1.e – AVANTAGES BENEFICIANT AU PERSONNEL

Les avantages consentis au personnel de Domofinance sont classés en quatre catégories :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement. Pour cette catégorie, l'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a bénéficié des services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.
- les avantages à long terme qui désignent les avantages, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail, et qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ces opérations sont provisionnées dans les comptes de l'exercice auquel elles se rapportent. La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, et les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement tout comme l'effet lié à d'éventuelles modifications de régime. En France, les changements induits par la réforme des retraites promulguée le 14 avril 2023 constituent une modification de régime pour les indemnités de fin de carrière dont l'impact comptabilisé en compte de résultat est non significatif.
- les indemnités de fin de contrat de travail qui résultent de l'avantage accordé aux membres du personnel lors de la résiliation par Domofinance du contrat de travail avant l'âge légal du départ en retraite ou de la décision de membres du personnel de partir volontairement en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles plus de douze mois après la date de clôture font l'objet d'une actualisation.
- les avantages postérieurs à l'emploi constitués par les compléments de retraite bancaire, et les primes de fin de carrière.

Conformément aux principes généralement admis, Domofinance distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies » ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies » sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Lorsque le montant des actifs de couverture excède la valeur de l'engagement, un actif n'est comptabilisé que s'il est représentatif d'un avantage économique futur prenant la forme d'une économie de cotisations futures ou d'un remboursement attendu d'une partie des montants versés au régime.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. Jusqu'au 31 décembre 2012, Domofinance appliquait la méthodologie dite « du corridor » pour comptabiliser les écarts actuariels sur ces engagements. Cette méthode autorise à ne reconnaître, à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée résiduelle moyenne d'activité des membres du personnel, que la fraction des écarts actuariels qui excède la plus élevée des deux valeurs suivantes : 10 % de la valeur actualisée de l'obligation brute ou 10 % de la valeur de marché des actifs de couverture du régime à la fin de l'exercice précédent.

Les conséquences des modifications de régimes relatives aux services passés sont reconnues en résultat de façon étalée dans le temps jusqu'à l'acquisition complète des droits sur lesquels ont porté lesdites modifications.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements, du produit attendu des placements, de l'amortissement des écarts actuariels et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

Les écarts actuariels et les effets de plafonnement de l'actif sont comptabilisés intégralement en résultat ; le produit attendu des placements est déterminé en utilisant le taux d'actualisation des engagements.

1.f - ENREGISTREMENT DES PRODUITS ET DES CHARGES

Les intérêts et commissions assimilées sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celles-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts. Les coûts marginaux de transaction que la société supporte à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Domofinance perçoit une bonification sur les dossiers financés au cours du mois écoulé. Le montant à recevoir est comptabilisé dans le poste « Comptes de régularisation Actif ».

Le montant de la bonification correspond à la différence entre les agios dossier, calculés au taux client, appelé « taux bonifié » et les agios théoriques, calculés au taux société (taux de refinancement de la production majoré).

La bonification est étalée actuariellement sur la durée de vie du dossier, un stock de produits perçus d'avance est comptabilisé dans les « Comptes de régularisation Passif ». A chaque tombée d'échéance, le stock est minoré des agios de bonification échus.

1.g - COÛT DU RISQUE

La rubrique "Coût du risque" comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers. Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

1.h - IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et charges, quelle que soit la date de son paiement effectif. Lorsque la période sur laquelle les produits et charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, DOMOFINANCE comptabilise un impôt différé, déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès que ces derniers ont été votés.

Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte s'il y a lieu de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

1.i – PARTICIPATION DES SALAIRES

Conformément à la réglementation française, DOMOFINANCE enregistre le montant de la participation dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né. La dotation est inscrite dans la rubrique "Frais de personnel".

2 - NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024**2.a – INTERETS PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES**

(En milliers d'euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	7 371	-57 697	6 184	-41 211
Comptes à vue, prêts et emprunts	7 371	-56 534	6 184	-40 158
Prêts subordonnés		-1 163		-1 053
Clientèle	73 736	-4	61 254	-5
Comptes à vue, prêts et comptes à terme	73 736	-4	61 254	-5
Produits et charges d'intérêts	81 107	-57 701	67 438	-41 216

2.b – COMMISSIONS NETTES

(En milliers d'euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations bancaires et financières	1 329	-5	1 229	-2
Opérations de trésorerie et interbancaires	257		145	
Opérations avec la clientèle	1 072	-5	1 084	-2
Prestations de services financiers		-2		-2
Produits et charges de commissions	1 329	-7	1 229	-4

2.c – AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

(En milliers d'euros)	Exercice 2024		Exercice 2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Produits et charges d'assurance	11 051		8 739	
Quotes-part sur opération faite en commun	1	-4 455	4	-3 626
Autres produits et charges d'exploitation	422	-5	2	-38
Produits et charges d'exploitation bancaire	11 474	-4 460	8 745	-3 664

2.d – AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôts et taxes	-419	-302
Autres charges générales d'exploitation*	-6 351	-5 682
Autres frais administratifs	-6 770	-5 984

* Dont frais de gestion facturés par le GIE chargé du recouvrement des créances sur la clientèle.

2.e – COUT DU RISQUE

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Dotations ou reprises nettes aux provisions de l'exercice	-608	-1 663
Créances irrécouvrables	-7 126	-3 953
Récupérations sur créances amorties	4	44
Coût du risque	-7 730	-5 572

2.f - IMPOT SUR LES BENEFICES

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Impôts courants de l'exercice	-2 428	-2 920
Impôts différés de l'exercice	456	-8
Impôt sur les bénéfices	-1 972	-2 928

3 - NOTES RELATIVES AU BILAN AU 31 DECEMBRE 2024**3.a - CREANCES ET DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT**

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Prêts et créances		
Comptes ordinaires débiteurs	882	5 424
Comptes à terme et prêts	210 118	215 011
Prêts et créances sur les établissements de crédit	211 000	220 435
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>18</i>	<i>71</i>

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dépôts et emprunts		
Comptes ordinaires créditeurs	746	5 313
Comptes à terme et emprunts	1 961 385	1 812 260
Dettes envers les établissements de crédit	1 962 131	1 817 573
<i>Dont dettes rattachées</i>	<i>16 706</i>	<i>7 850</i>

3.b – OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Prêts et créances	1 918 342	1 770 703
Crédits à la clientèle	1 918 342	1 770 703
Opérations avec la clientèle avant dépréciation - Actif	1 918 342	1 770 703
<i>Dont créances rattachées</i>	<i>5 765</i>	<i>4 606</i>
<i>Dont décote sur crédits restructurés</i>	<i>-252</i>	<i>-229</i>
<i>Dont créances douteuses</i>	<i>50 159</i>	<i>47 507</i>
<i>Dont créances douteuses compromises</i>	<i>32 942</i>	<i>32 985</i>
Dépréciations relatives aux créances sur la clientèle	-32 016	-28 698
Opérations avec la clientèle nettes de dépréciation - Actif	1 886 326	1 742 005

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Autres sommes dues à la clientèle	1 777	1 618
Opérations avec la clientèle - Passif	1 777	1 618

Les créances sur la clientèle ne sont pas éligibles au refinancement des Banques Centrales.

3.c - TITRES DETENUS

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024 Valeur nette comptable	31 décembre 2023 Valeur nette comptable
Autres titres détenus à long terme*		
Participations et autres titres détenus à long terme		
<i>Dont titres non cotés</i>		
* Ce poste correspond aux certificats d'association liés au Fond de Garantie des Dépôts.		

3.d - AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Avances permanentes aux GIE	190	190
Etat, impôts et taxes	9 289	10 672
Autres actifs divers	8 697	6 121
Autres actifs	18 176	16 983
Fournisseurs		441
Autres passifs divers	5 480	5 882
Autres passifs	5 480	6 323

3.e - COMPTES DE REGULARISATION

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Produits à recevoir	24 148	10 858
Charges payées d'avance		20
Autres comptes de régularisation débiteurs	1	3
Comptes de régularisation - Actif	24 149	10 881
Charges à payer	2 573	1 660
Produits perçus d'avance	68 186	57 561
Autres comptes de régularisation créditeurs	234	174
Comptes de régularisation - Passif	70 993	59 395

3.f - IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION

(En milliers d'euros)	Exercice 2024			Exercice 2023 Montant net
	Montant brut	Amort. et provisions	Montant net	
Logiciels informatiques	19	19		
Immobilisations incorporelles	19	19		
Equipement, mobilier, installations	96	96		
Immobilisations corporelles	96	96		

3.g – PROVISIONS

(En milliers d'euros)	31 décembre 2023	Dotations	Reprises	Autres variations	31 décembre 2024
Provisions pour engagements sociaux	579	67	-50		596
Provisions pour fraudes et litiges vendeurs	11 122	808	-2 461	6	9 475
Autres provisions					
Liées à des opérations bancaires et assimilées					
Provisions	11 701	875	-2 511	6	10 071

3.h – DETTES SUBORDONNEES

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Dettes subordonnées remboursables	19 200	19 200
Dettes rattachées	91	106
Dettes subordonnées	19 291	19 306

Ces emprunts subordonnés remboursables sont échéancés de la manière suivante :

(En milliers d'euros)	Total	Durée restant à courir			
		Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts à durée déterminée	19 291				19 291

4 – ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE**4.a – ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT**

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Clientèle	297 499	302 388
Engagements de financement donnés	297 499	302 388
Etablissements de crédit		10 000
Engagements de financement reçus		10 000

4.b – ENGAGEMENTS DE GARANTIE

(En milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Etablissements de crédit	115	115
Clientèle	152 789	122 683
Engagements de garantie reçus	152 904	122 798

5 – REMUNERATION ET AVANTAGES CONSENTIS AU PERSONNEL**5.a - FRAIS DE PERSONNEL**

(En milliers d'euros)	Exercice 2024	Exercice 2023
Salaires et traitements	-5 494	-5 530
Charges sociales et fiscales	-3 456	-3 339
Participation et Intéressement des salariés	-624	-671
Total frais de personnel	-9 574	-9 540

L'effectif de Domofinance se répartit de la façon suivante :

Au 31 décembre	Exercice 2024	Exercice 2023
Cadres	50	51
Agents de maîtrise	70	69
Total Domofinance SA	120	120

5.b - ENGAGEMENTS SOCIAUX

Avantages postérieurs à l'emploi relevant de régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies subsistant en France font l'objet d'évaluations actuarielles indépendantes selon la méthodologie des unités de crédit projetées afin de déterminer la charge correspondant aux droits acquis par les salariés et aux prestations restant à verser aux préretraités et retraités. Les hypothèses démographiques et financières utilisées pour estimer la valeur actualisée des obligations et des actifs de couverture de ces régimes tiennent compte des conditions économiques propres à chaque pays ou sociétés du Groupe. La fraction des écarts actuariels à amortir, après application de la limite conventionnelle de 10% (méthode du corridor), est calculée séparément pour chaque plan à prestations définies.

Le personnel de Domofinance bénéficie de diverses prestations contractuelles telles que les indemnités de départ ou de fin de carrière. En France, la couverture de ces indemnités fait l'objet d'un contrat externalisé auprès d'une compagnie d'assurances extérieure au Groupe.

La décision de l'IFRIC de juin 2021 prévue dans la recommandation de l'ANC n° 2013-02 modifie l'évaluation des engagements relatifs aux régimes d'Indemnités de Fin de Carrière (IFC) en France dont le barème de droit est soit plafonné en ancienneté totale, soit composé de paliers d'acquisition de droits, soit les deux, en précisant la période et le rythme de constatation des charges correspondantes. Sa mise en œuvre a entraîné, en date du 1er janvier 2021, une baisse de la valeur actualisée de l'obligation brute de 193 milliers d'euros, comptabilisée en contrepartie d'une augmentation des réserves pour un montant net d'impôt de 143 milliers d'euros.

6 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

6.a – TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'euros au 31 décembre)	Capital	Primes d'émission et autres primes	Résultat et réserves de la période	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2022	53 000		16 843	69 843
Affectation du résultat de l'exercice 2022				
Autres variations (distribution)			-3 957	-3 957
Résultat de l'exercice 2023			8 502	8 502
Capitaux propres au 31 décembre 2023	53 000		21 388	74 388
Affectation du résultat de l'exercice 2023				
Autres variations (distribution)			-10 175	-10 175
Résultat de l'exercice 2024			5 695	5 695
Capitaux propres au 31 décembre 2024	53 000		16 908	69 908

Le capital social de DOMOFINANCE d'un montant de 53 000 milliers d'euros est composé de 3 533 334 actions entièrement libérées, d'un montant nominal de 15 euros.

Le montant des réserves est constitué de 5 300 milliers d'euros de réserve légale, de 143 milliers d'euros d'autres réserves et de 5 770 milliers d'euros de report à nouveau créditeur.

6.b – ECHEANCES DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

(En milliers d'euros)	Opérations A vue au jour le jour	Durée restant à courir					
		Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Dont provisions	Total
Emplois							
Créances sur les établissements de crédit	210 118	882					211 000
Opérations avec la clientèle	26 400	3 479	17 969	489 188	1 349 290	-32 016	1 886 326
Ressources							
Dettes envers les établissements de crédit	17 452	151 530	322 586	993 773	476 790		1 962 131
Opérations avec la clientèle		1 777					1 777

6.c - EVENEMENT POSTERIEUR A LA CLOTURE

Un contrôle fiscal a démarré début février 2025 qui porte sur les exercices 2022 et 2023.

6.d - INFORMATIONS RELATIVES AUX ENTREPRISES LIEES ET AUX ENTREPRISES AYANT UN LIEN DE PARTICIPATION

(En milliers d'euros au 31 décembre 2024)	Entreprises liées
Hors bilan	
Engagements de financement reçus	
Engagements de caution reçus	115

Sont considérées comme entreprises liées toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP PARIBAS.

6.e - IDENTIFICATION DES SOCIETES CONSOLIDANTES

DOMOFINANCE est consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas Personal Finance (siège social : 1 Boulevard Haussmann, 75318 PARIS Cedex 09), elle-même consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS (siège social : 16 Boulevard des Italiens, 75 009 PARIS).

DOMOFINANCE est consolidée par mise en équivalence dans les comptes d'EDF (siège social : 22 avenue Wagram 75008 Paris).

6.f - RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion est tenu à la disposition des actionnaires à l'adresse du siège administratif (55, rue Raspail 92300 Levallois Perret).

6.g - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires versés aux commissaires aux comptes figurant au résultat de l'exercice et correspondant à leur mission de contrôle légal des comptes sociaux et consolidés pour l'exercice 2024 se sont élevés à la somme de 36 000 euros.

La répartition des honoraires entre les deux commissaires aux comptes est présentée ci-après :

- 20 000 € hors frais et hors taxes pour le cabinet Deloitte & Associés
- 16 000 € hors frais et hors taxes pour le cabinet BDO Paris

Rapport spécial des commissaires aux comptessur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de la société DOMOFINANCE

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Convention de partenariat entre DOMOFINANCE et DALKIA :

DALKIA détient indirectement une fraction des droits de vote de DOMOFINANCE supérieure à 10%. La convention de partenariat entre DALKIA et DOMOFINANCE, en date du 17 novembre 2014, autorisée par le Conseil d'administration de DOMOFINANCE le 14 novembre 2014 et approuvée par l'Assemblée Générale le 13 mai 2015, ayant pour objet de définir les conditions selon lesquelles les deux parties procéderont à la promotion et la mise en place du service complémentaire prêt collectif DOMOFINANCE dans le cadre des gammes d'offres Harmonis et EcoChaleur proposées par DALKIA aux copropriétés. Cette convention, a été renouvelée par tacite reconduction et s'est poursuivie au cours de l'exercice 2024.

Cette convention n'a eu aucun impact financier pour l'exercice 2024.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris et Paris-La Défense, le 6 mai 2025
Les commissaires aux comptes

Bdo france
/Dss2/
Benjamin IZARIÉ

Deloitte & associés
/DSS1/
Jean-Vincent COUSTEL

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve le projet d'affectation du résultat de l'exercice 2024 présenté par le Conseil d'administration et décide d'affecter le résultat de l'exercice de la manière suivante :

BÉNÉFICE À RÉPARTIR

Résultat net de l'exercice	5.694.762,85	Euros
Report à nouveau créditeur	5.769.748,93	Euros
TOTAL	11.464.511,78	Euros

EMPLOIS

Dividendes	2.685.333,84	Euros
Report à nouveau créditeur	8.779.177,94	Euros
TOTAL	11.464.511,78	Euros

Une distribution de dividendes de 2.685.333,84 euros, soit 0,76 euros, est décidée au titre de l'exercice 2024.

Il est rappelé qu'au titre des trois précédents exercices, il a été versé :

- un dividende de 2,88 euros par action au titre de l'exercice 2023 ;
- un dividende de 1,12 euros par actions au titre de l'exercice 202 ; et
- un dividende de 11,52 euros par actions au titre de l'exercice 2021.